

15^e CONGRÈS

Colloque thématique

Les politiques publiques face aux crises

RABAT

25 Novembre 2022

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Souissi
Université Mohammed V de Rabat

Association marocaine de sciences économiques

Fondée en 2006, l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE), groupement scientifique, a pour objectif de favoriser les progrès de la science économique au Maroc en développant la recherche fondamentale et appliquée, en diffusant les résultats des travaux universitaires et en multipliant les échanges entre chercheurs au niveau international.

Son programme d'action s'articule autour de l'organisation de conférences, de tables rondes, de séminaires, de colloques, l'animation de groupes de recherche, d'étude et d'expertise, l'édition de publications à comité de lecture, etc.

L'AMSE a créé en 2009 les **Presses universitaires du Maroc** (PUM).

Adresse

Association marocaine de sciences économiques

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

Compte bancaire

N° 810.0000.09.210.00.04087.36
BMCE Bank, Agence Rabat-Hassan

Comité directeur (mandat 2021-2025)

- Radouane RAOUF, président
- Hicham HAFID, vice-président
- Safae AKODAD, trésorière
- Mariem LIOUAEDDINE, assessseure
- Adil EL HOUMAI, assessseur
- Fadoua EL MESLOUHI, assessseure
- Mohammed MZAIZ, assessseur

Conseil d'administration (mandat 2021-2025)

- ABDELLAOUI Mohamed
- AÏT SGHIR Nabil
- AKESBI Azzedine
- AKODAD Safae
- BACHIRI Mustapha
- EL HARMOUZI Nouh
- EL HOUMAI Adil
- EL KADDOURI Nour Eddine
- EL MESLOUHI Fadoua
- HAFID Hicham
- GOUMRHAR Hicham
- KTIRI Fedoua
- LIOUAEDDINE Mariem
- MAFAMANE Driss
- MAHFOUDI Anas
- MZAIZ Mohammed
- NAJAB Amal
- RAOUF Radouane
- TAOUIL Rédouane
- TLIDI Abdelmonaim
- TOUZANI Hanane

ARGUMENTAIRE

Les politiques publiques face aux crises

Hicham HAFID (Institut des études africaines)

Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat)

Rédouane TAOUIL (Université Grenoble-Alpes, Académie Hassan II des Sciences et Techniques)

L'économie mondiale commençait à peine à se remettre et à redresser le déséquilibre entre l'offre et la demande engendré par la pandémie qu'elle entame une année 2022 marquée par un conflit géopolitique entre l'Ukraine et la Russie, entravant ainsi la reprise au niveau mondial et provoquant un choc inflationniste. Les pressions à la hausse sur les prix se sont généralisées et sont en train de devenir, par endroits, à la fois persistantes et auto-entretenues. Les effets conjugués de la crise sanitaire et du conflit ukrainien ont accentué les tensions sur les marchés des produits de base, les produits énergétiques et sur les chaînes d'approvisionnement. Les tensions se ressentent également sur les marchés financiers et de travail dans certaines économies avancées. L'interdépendance accrue des économies rend le pouvoir des chocs de plus en plus systémique. Dans cet environnement géoéconomique tendu, incertain et marqué par une forte inflation, les perspectives de croissance mondiale sont révisées à la baisse par les institutions internationales.

Dans ce cadre, les questions relatives à la stagflation, à la sécurité alimentaire et énergétique, au pouvoir d'achat et aux négociations sociales alimentent les débats actuels entre économistes et nécessitent, *ipso facto*, un examen plus approfondi. L'action des pouvoirs publics, gouvernements et banques centrales est mise encore une fois à l'épreuve. Faut-il rappeler que la grande récession (crise financière de 2007-2008) et la crise déclenchée par la pandémie de la Covid-19 ont révélé avec force l'inadéquation de la poursuite de la stabilité macroéconomique selon des règles fixes, les défauts de la flexibilité du marché du travail, l'étendue de l'informalité aussi bien que les carences en matière sanitaire et de protection contre les risques de perte de revenus et d'emploi et les modalités d'insertion dans l'économie mondiale. Ce faisant, ces crises, qui se succèdent et se renforcent, suscitent des discussions sur le bien-fondé des politiques publiques. Ainsi les réactions des décideurs publics ont donné lieu à un débat où des interventions – préconisant des expansions monétaires par le relâchement de l'objectif d'inflation basse y compris au moyen de la remise de la banque centrale sous la tutelle du gouvernement, des stimulations de l'activité au moyen du déficit public, l'extension des dispositifs de sécurité sociale, la révision des plans d'accélération industrielle en fonction de l'objectif de souveraineté – se sont normalisées à travers le monde. Une situation qui a démontré dans une certaine mesure l'incapacité des marchés à absorber les chocs et la centralité de l'État. Avec la succession des crises, les politiques publiques et particulièrement les politiques conjoncturelles se retrouvent sujettes à un questionnement renouvelé.

Sur le plan monétaire et après plusieurs mois d'attente, les banques centrales ont relevé leurs taux directeurs, notamment aux États-Unis et en Europe, pour contenir l'inflation. Il est fort probable que l'on assistait à un resserrement monétaire dans le reste du monde provoquant une hausse des coûts de l'emprunt et l'aggravation du financement des projets structurants dans les pays en développement. Des ajustements des politiques publiques, particulièrement la politique monétaire, la politique budgétaire et d'endettement, vont s'imposer pour faire face aux implications du contexte actuel et au déroulement des événements.

L'économie du Maroc, à l'instar de plusieurs pays en développement, fortement dépendante de l'économie mondiale, est impactée non seulement à cause des crises externes inattendues mais aussi en raison de la sécheresse qui touche un secteur représentant environ 40 % de l'emploi total et presque 17% du PIB. Plus la crise s'installe dans la durée, plus la robustesse des politiques publiques des pays en développement, en général, et du Maroc, en particulier, est mise à rude épreuve. De ce fait, la pratique de la politique

économique doit être questionnée et mise à l'examen pour l'adapter aux nouvelles exigences. D'aucuns estiment que l'incertitude, la gestion des situations d'urgence et la souveraineté économique doivent prendre une place primordiale dans la conception et la fabrique des politiques publiques.

Dans ce contexte, comment (re)penser les politiques publiques, dans la mesure où le Maroc est en passe d'entamer de nouveaux chantiers de réformes économiques et sociales? Quelles leçons tirer de ces crises pour la conception d'une nouvelle génération de politiques publiques capables de faire face à l'émergence de nouvelles crises? Quels sont les leviers sur lesquels doivent reposer les politiques économiques aujourd'hui? Comment doter le pays d'un véritable dispositif de gestion des situations d'urgence? Comment faire de ces crises une opportunité pour créer les conditions favorables à une économie résiliente et à une croissance économique durable et inclusive, favorisant le développement économique et social?

L'objet central de ce colloque thématique est de procéder à une réflexion sur la configuration de la politique publique en général à l'aune de l'impact de la crise sanitaire et de la crise ukrainienne et de leurs développements au niveau international, de s'interroger sur les ressorts de sa réorientation en partant du débat dont elle fait l'objet. A cet égard, il s'assigne pour objectif d'examiner les axes thématiques suivants :

1. mandat de la banque centrale, efficacité et instruments de la politique monétaire;
2. politique budgétaire, déficit et endettement public;
3. politiques commerciales, politique de change, chaînes de valeur mondiales et régionales;
4. réformes structurelles des marchés du crédit, des produits et du travail;
5. concurrence, régulation et croissance économique;
6. protection sociale généralisée, droits-créances et performance macroéconomique;
7. inflation, pouvoir d'achat et emploi;
8. inégalités, pauvreté, salaires et informalité;
9. plans sectoriels, indépendance économique, aléas climatiques.

OVERVIEW

8h30 – 9h00	Accueil et inscription des participants	
9h00 – 10h10	Session d'ouverture	
	Keynote speaker 1 EL AOUI Nouredine	Keynote speaker 2 TAOUIL Rédouane
10h10 – 10h30	Pause-café	
	Sessions thématiques en parallèle	
10h30 – 12h40	Session 1 : Études d'impact, politique budgétaire, incertitude et cycle économique	Session 2 : Politiques sociales, crises et développement
12h45 – 13h45	Déjeuner	
	Sessions thématiques en parallèle (suite)	
14h30 – 17h00	Session 3 : Politique monétaire et financière, performance économique et environnement	Session 4 : Marché du travail, inflation et investissement public
17h00 – 17h30	Conférence de clôture	
	Keynote Speaker 3 Patrick ARTUS	
17h30 – 17h50	Pause-café	
17h50 – 18h30	Assemblée générale	

PROGRAMME

VENDREDI 25 NOVEMBRE 2022

8h30-9h00 *Accueil et inscription des participants*

Session d'ouverture

9h00-9h10 Mot d'accueil du président de l'AMSE, Radouane RAOUF
Mot d'accueil du doyen de la FSJES-Souissi, Azzedine GHOUFRANE

Session plénière

Modérateur Saïd HANCHANE (Université Mohammed VI Polytechnique)

9h10-9h30 Nouredine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat, Académie Hassan II des Sciences et Techniques), *Nouveau modèle de développement et cadre macroéconomique: inflexion, bifurcation, rupture?*

9h30-9h50 Rédouane TAOUIL (Université Grenoble-Alpes, Académie Hassan II des Sciences et Techniques), *La théorie de la politique économique au risque du cycle électoral*

9h50-10h00 Discussion

10h00-10h30 Pause-café

Sessions thématiques en parallèle

Session 1 : Études d'impact, politique budgétaire, incertitude et cycle économique

Modérateur Nouredine EL AOUI (Université Mohammed V de Rabat, Académie Hassan II des Sciences et Techniques)

10h30-10h45 Elhadj EZZAHID et Ali ELGUELLAB (Université Mohammed V de Rabat), *What drives the business cycle in the agriculture-dominated middle-income countries: insights from zero and sign-restricted SVAR model*

10h45-11h00 Ahmed BOUSSELHAMI, Moustapha HAMZAOU et Almahdi Koraich (Université Abdelmalek Essaâdi de Tanger), *Évaluation de la vitesse d'ajustement de l'impact de la Covid-19*

11h00-11h15 Driss OUAHID et Anouar GHAZI (Université Mohammed V de Rabat), *Confiance des ménages et fluctuations macroéconomiques au Maroc: une analyse quantitative*

11h15-11h35 Discussion générale

11h35-11h50 Omar EL MOUFI et Omar AKHSAS (Université Ibn Zohr, Agadir), *Incertitude économique et efficacité de la politique budgétaire au Maroc: essai de modélisation avec le modèle SVAR*

11h50-12h05 Karim BELCAID (Université Mohammed V de Rabat), *Efficacité de la politique budgétaire et d'endettement pour la croissance économique au Maroc*

12h05-12h20 Asmae AZZOUZI, Ahmed BOUSSELHAMI et Othmane TALEB (Université Abdelmalek Essaâdi de Tanger), *Impact des chocs d'incertitude liés à la Covid-19 sur l'économie marocaine*

12h20-12h40 Discussion générale

Session 2 : Politiques sociales, crises et développement

<i>Modérateur</i>	Kamal TAZI (Université Mohammed V de Rabat)
10h30-10h45	Yasser Y. TAMSAMANI (Université Hassan II de Casablanca), <i>Health crisis and development deficit: for a common response in Morocco</i>
10h45-11h00	Asmaa EL ANBARI (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), <i>Généralisation de la protection sociale dans le monde: le cas du Maroc</i>
11h00-11h15	Oum Kaltoum BOUFARSI et Badr ABOUZAID (ENCG de Tanger), <i>Protection sociale généralisée: une étude comparative de deux ères: pré-Covid-19 et post-Covid-19</i>
11h15-11h35	Discussion générale
11h35-11h50	Abdellah ECHAOUI, Brahim NAHI et Oussama RITAH (Université Mohammed V de Rabat), <i>Essai sur la relation entre les inégalités de revenu et la croissance inclusive: le cas du Maroc</i>
11h50-12h05	Siham MACHMOUME (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès), Nezha EL HASSNAOUI (Université Mohammed V de Rabat), Mohammed NMILI (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès) et Rachid ZAMMAR (Université Mohammed V de Rabat), <i>Les politiques publiques face aux crises: le cas de l'enseignement au Maroc</i>
12h05-12h20	Brahim FATHALLAH (Université Hassan II de Casablanca), <i>L'entrepreneuriat social comme stratégie d'inclusion: étude du cas de l'INDH dans sa 3^e phase</i>
12h20-12h40	Discussion générale
12h45-13h45	Déjeuner

Session 3 : Politique monétaire et financière, performance économique et environnement

<i>Modérateur</i>	Rédouane TAOUIL (Université Grenoble-Alpes, Académie Hassan II des Sciences et Techniques)
14h30-14h45	Ahmed HEFNAOUI, Idriss IAATAREN et Leila ZNIBER (Université Hassan II de Casablanca), <i>Flexibilisation du régime de change et investissements directs étrangers au Maroc</i>
14h45-15h00	Naima BOUAZA (Université Mohammed V de Rabat), <i>La politique financière du Maroc face aux changements climatiques</i>
15h00-15h15	Abdelhamid MOUSTACHIR et Hicham OUAKIL (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), <i>Unconventional Moroccan monetary policy during Covid-19</i>
15h15-15h35	Discussion générale
15h35-15h50	Hicham OUAKIL et El Fadel EL FADLAOUI (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), <i>Distributional role of Central banks in a world of overlapping crises: Rethinking Monetary policy to factor in social goals</i>
15h50-16h05	Moulay Driss SAIKAK (Université Mohammed V de Rabat), <i>Transparence de Bank Al-Maghrib et performance macroéconomique</i>
16h05-16h25	Discussion générale

Session 4 : Marché du travail, inflation et investissement public

<i>Modérateur</i>	Driss MAFAMANE (Université Mohammed V de Rabat)
14h30-14h45	Saïd AÏT FARAJI (Institut national de statistique et d'économie appliquée) et Rachid EL MATAOUI (Université Mohammed V de Rabat), <i>Impacts socioéconomiques du renchérissement international du blé au Maroc: quelles réformes budgétaires en guise de riposte optimale?</i>
14h45-15h00	Elhadj EZZAHID et Zakaria BOUHAMED (Université Mohammed V de Rabat), <i>Estimation et analyse du coût de production de l'électricité des centrales électriques au Maroc</i>
15h00-15h15	Mohamed DRAR et Mbarek AOUFIR (Université Hassan II de Casablanca), <i>Les prix à la pompe au Maroc et prix du pétrole: une analyse de la transmission</i>
15h15-15h35	Discussion générale
15h35-15h50	Yassine ABDELLAOUI (Laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale), <i>Inflation, pouvoir d'achat et emploi: analyse théorique et application empirique au marché du travail marocain</i>
15h50-16h05	Oumaima ER-REYYAHY, Hajar FANCHY et Yasser Y. TAMSAMANI (Université Hassan II de Casablanca), <i>Géographie de l'investissement public au Maroc</i>
16h05-16h20	Asmae BELADEL et Ahmed KCHIKECHE (Université Mohammed V de Rabat), <i>Chômage et instabilité financière au Maroc: quelle relation?</i>
16h20-16h40	Discussion générale

Conférence de clôture

<i>Modérateur</i>	Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat)
17h00-17h20	Patrick ARTUS (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), <i>Comment financer les dépenses publiques en période de crise pour améliorer structurellement l'économie? L'utilisation d'une pression fiscale élevée peut-elle être évitée?</i>
17h20-17h30	Discussion
17h30-17h50	Pause-café

Assemblée générale

17h50-18h10	Rapport d'activité et rapport financier
18h10-18h30	Discussion générale

Comité scientifique

- ABDELLAOUI Mohamed (Université Mohammed V de Rabat)
- ABDOUNI Abdeljabar (Université Hassan premier, Settat)
- AKESBI Azzedine (Centre d'orientation et de planification de l'éducation, Rabat)
- ALAMI Youssef (Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger)
- BACHIRI Mustapha (Université Mohammed V de Rabat)
- BOUSSELHAMI Ahmed (Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger)
- EL HARMOUZI Nouh (Université Ibn Tofaïl, Kénitra)
- EL MESLOUHI Fadoua (Université Mohammed V de Rabat)
- Ezzahid Lhaj (Université Mohammed V de Rabat)
- HAFID Hicham (Université Mohammed V de Rabat)
- GOUMRHAR Hicham (Université Ibn Zohr, Agadir)
- KTIRI Fedoua (Université Mohammed V de Rabat)
- LIOUAEDDINE Mariem (Université Ibn Tofaïl, Kénitra)
- MAFAMANE Driss (Université Mohammed V de Rabat)
- MAANINOUE Amal (Université Mohammed V de Rabat)
- MAHFOUDI Anas (Université Mohammed V de Rabat)
- MOUNSIF Tahar (Université Mohammed V de Rabat)
- MZAIZ Mohammed (ENCG, El Jadida)
- Najab Amal (Université Mohammed V de Rabat)
- RAOUF Radouane (Université Mohammed V de Rabat)
- Taouil Redouane (Université de Grenoble)
- Tlidi Abdelmonaim (Université Abdelmalek Essaâdi, Tétouan)
- TAMSAMANI Yasser (Université Hassan II de Casablanca)
- Tazi Kamal (Université Mohammed V de Rabat)
- TOUZANI Hanane (Université Mohammed V de Rabat)

Comité d'organisation

- AÏT SGHIR Nabil
- AKODAD Safae
- EL BAOUCHARI Nabil
- EL HOUMAIADI Adil
- EL KADDOURI Nour Eddine
- EL MESLOUHI Fadoua
- HACHCHAM Rania
- JBILOU Zakaria
- HAFID Hicham
- LAMZIHRI Othmane
- LIOUAEDDINE Mariem
- MAFAMANE Driss
- MZAIZ Mohammed
- NAJAB Amal
- RAOUF Radouane

RÉSUMÉS

Elhadj EZZAHID et Ali ELGUELLAB (1) (Université Mohammed V de Rabat), *What drives the business cycle in the agriculture-dominated middle-income countries: insights from zero and sign-restricted SVAR model*

This paper aims to evaluate the business cycle drivers in an economy dominated by the agricultural sector and severe climatic fluctuation. It proposes a new approach to identifying the agricultural shock in the structural VAR modelling framework. We use a combination of sign and zero restrictions to define such a shock in conjunction with four other standard shocks (internal and external demand shocks, monetary policy shock and supply shock). We apply our approach to the Moroccan economy. The results show that the agricultural shock explains nearly one-third of economic fluctuations. The external shock contributes to the same extent to fluctuations in the non-agricultural sector, while the supply shock explains a quarter of its fluctuations. The monetary policy shock plays a more muted role in output and inflation.

Our results also point out that the lack of consideration of the agricultural sector in methodological processes can lead to distorted and, therefore, potentially misleading conclusions for the conduct of economic policy.

Keywords: Business cycle, Structural shocks, SVAR models, Sign restrictions, Agricultural supply shock.

JEL classification: C32, E32, F41, Q11.

Ahmed BOUSSELHAMI, Moustapha HAMZAoui et Almahdi KORAICH (Université Abdelmalek Essaâdi de Tanger), *Évaluation de la vitesse d'ajustement de l'impact de la Covid-19*

L'objectif de cet article est d'évaluer l'impact macroéconomique et sectoriel de la Covid-19 au Maroc en utilisant des outils économétriques et stochastiques. Le recours à ce type de modélisation économétrique, en utilisant le modèle Vasicek et le modèle Swing, nous a permis de déceler, en plus de l'intensité du choc au niveau macroéconomique et sectoriel, de mesurer la vitesse d'ajustement de ce choc.

Cette étude contribue à la littérature existante en utilisant des outils économétriques et stochastiques rares, ces modèles sont plus sophistiqués en termes de modélisation et ont une validité et une transparence de la robustesse des résultats aux paramètres de retour à la moyenne.

Le principal résultat de cet article indique que la pandémie de Covid-19 semble impacter les secteurs d'activité et les agrégats macroéconomiques de manière hétérogène. Les branches d'activité les plus fragiles (i.e. les plus exposées au choc) sont les secteurs qui ont une vitesse de retour à la moyenne lente : Administration publique générale et Sécurité sociale (L75), hôtels et restaurants (H55), services rendus aux entreprises et services personnels (K00). D'autres branches d'activité sont également impactées, mais dans une moindre mesure. Les branches d'activité comme l'industrie manufacturière (D05), l'industrie alimentaire, boissons et tabac (D01), l'agriculture, chasse et services annexes (A00), l'industrie mécanique métallurgique et électrique (D04), les postes et télécommunications (I02) sont parmi les secteurs les moins impactés.

(1) The authors would like to thank Mr Nicolas Petrosky-Nadeau (Federal Reserve Bank of San Francisco, USA) for reviewing the previous introduction of this paper. We also thank Mr Rifi Soufiane (High Commission for Plan; Morocco) and Mr Yasser Y. Tamsamani (OCP Group (Morocco) and OFCE-Sciences-Po Paris (France)) for their valuable comments and suggestions on the previous versions of this paper.

De plus, le secteur tertiaire est le plus exposé au risque, suivi par le secteur secondaire et, enfin, le secteur primaire.

Mots-clés: branches d'activité, agrégats macro-économiques, modèle Vasicek, modèle Swing.

JEL Classification: C82, E60, C58.

Driss OUAHID et Anouar GHAZI (Université Mohammed V de Rabat), *Confiance des ménages et fluctuations macroéconomiques au Maroc: une analyse quantitative*

Le présent travail se propose d'évaluer les effets de la confiance des ménages sur les fluctuations de l'activité économique au Maroc. Les estimations obtenues à l'aide d'un modèle VAR structurel montrent que l'indice de confiance des ménages exerce un effet positif sur l'écart de la production et explique environ 14 % de ses fluctuations.

En d'autres termes, la confiance des ménages envers l'économie joue un rôle important dans l'explication des oscillations de l'activité économique au Maroc. Par conséquent, les autorités publiques sont appelées à tenir compte des effets des chocs de sentiments dans la conception et la conduite de leurs politiques économiques.

Mots-clés: confiance des ménages, écart de production, chocs de sentiments, fluctuations macroéconomiques, VARs.

Omar EL MOUFI et Omar AKHSAS (Université Ibn Zohr, Agadir), *Incertitude économique et efficacité de la politique budgétaire au Maroc: essai de modélisation avec le modèle SVAR*

Ce travail analyse les effets de l'incertitude sur l'efficacité de la politique budgétaire au Maroc à travers un modèle structurel vectoriel autorégressif (SVAR). En imposant des chocs de dépenses publiques dans le cas d'absence d'incertitude, la consommation finale des ménages a connu une hausse faible et stable. En outre, le modèle indique l'absence d'un significatif du choc budgétaire sur la croissance économique du Maroc. Nos résultats confirment l'hypothèse selon laquelle la politique budgétaire au Maroc n'affecte pas la croissance économique, ainsi que le comportement non ricardien des ménages marocains.

Pour évaluer les effets de la présence de l'incertitude, nous avons utilisé l'indice d'incertitude mondial (World Uncertainty Index). Nos résultats montrent que l'incertitude n'affecte pas la réaction des grandeurs économiques aux chocs de la politique budgétaire.

Mots-clés: politique budgétaire, incertitude économique, SVAR, Maroc.

Karim BELCAID (Université Mohammed V de Rabat), *Efficacité de la politique budgétaire et d'endettement pour la croissance économique au Maroc*

Cette étude porte sur l'efficacité de la politique budgétaire et d'endettement pour la croissance économique au Maroc pour la période allant de 1987 à 2019. Nous nous proposons d'explorer ainsi la relation non linéaire entre la taille du gouvernement, le niveau de la discipline fiscale et la croissance économique. Cette question a suscité l'intérêt du public et l'attention des décideurs du Maroc, notamment après la crise financière de 2008 et pendant la pandémie de la Covid-19.

Afin de déterminer la taille optimale du gouvernement, nous appliquons l'approche de Hansen qui postule la coexistence de différents régimes budgétaires conditionnés par la dette publique, les dépenses publiques et les recettes fiscales sous la forme d'une courbe en U inversé non linéaire. Ces régimes sont séparés par un seuil optimal maximisant la croissance économique en dessous duquel l'impact est positif et au-dessus duquel l'impact devient négatif. Le côté ascendant de la courbe étant interprété comme la conséquence d'impôts plus élevés fournissant plus de ressources pour l'investissement public, qui à son tour favorise la croissance. Lorsque l'économie atteint le côté glissant de la courbe, plus d'impôts et une dette publique excessive deviennent plus distorsifs et négativement corrélés avec la croissance économique. Nos résultats indiquent que le Maroc est relativement dans une position budgétaire prudentielle, avec des effets récessifs sur la croissance.

Mots-clés: efficacité de la politique budgétaire, effets de seuil, taille optimale du gouvernement, dépenses publiques, endettement.

Classification JEL: E62, H21, H50, H60.

Asmae AZZOUZI, Ahmed BOUSSELHAMI et Othmane TALEB (Université Abdelmalek Essaâdi de Tanger), *Impact des chocs d'incertitude liés à la Covid-19 sur l'économie marocaine*

Ce papier a pour objectif d'étudier l'impact des chocs d'incertitude liés à la Covid-19 sur l'économie marocaine et s'attache principalement à deux dimensions constitutives: d'une part, il fournit des estimations de l'impact des chocs d'incertitude sur les différents secteurs d'activité au Maroc, d'autre part, il permet d'estimer l'incertitude liée à des chocs globaux variant dans le temps et de mesurer l'impact de cette incertitude sur un grand nombre de variables tout en contrôlant l'effet des chocs d'incertitude idiosyncratiques. Afin de mesurer l'incertitude macroéconomique, nous proposons un modèle VAR augmenté à facteurs dynamiques (FAVAR). Nous constatons que l'impact des chocs d'incertitude sur les différents secteurs d'activité est hétérogène. Il nous semble que les secteurs les plus touchés concernent les activités dépendantes de la demande extérieure, en raison de la baisse substantielle de la demande adressée au Maroc, et à cela s'ajoutent les mesures sanitaires imposées... En outre, l'économie marocaine a des difficultés à poser les bases de la reprise économique pour l'hôtellerie-restauration, l'industrie mécanique-métallurgique et électrique, le transport et le textile. En revanche, le choc d'incertitude a un impact moindre sur la valeur ajoutée de l'éducation, de la santé et de l'action sociale et des activités financières et assurances.

Mots-clés: Covid-19, FAVAR, chocs d'incertitude, économie marocaine, secteurs d'activité.

Yasser Y. TAMSAMANI (Université Hassan II de Casablanca), *Health crisis and development deficit: for a common response in Morocco*

The main purpose of this paper is to demonstrate the merits of a joint response in tackling both the health crisis emergency and the development challenges. This joint response involves the establishment of the welfare state in Morocco (part 1). The argument adopted to justify it is based on the theoretical framework established by Michal Kalecki and goes against the precepts of the Washington Consensus and the dominant macroeconomics (the New Synthesis).

The credibility of economic policies proposals with regard to the requirements of the welfare state depends on the internal coherence guaranteed by the theoretical framework adopted. It also depends on the capacity to finance these policies: after having demonstrated that the monetization of public debt is not risk free

for the Morocco economy, the remain of the second part of the paper will be devoted to the presentation and analysis of three new alternative means of financing the welfare state. These means will allow for the re-establishment of the central role that fiscal policy must play in the country's development, and the way monetary policy could support it.

Keywords: Health crisis, development, welfare state, Michal Kalecki, fiscal policy, public banking, wealth taxation, Morocco.

JEL codes: H1, H6, O1, P16.

Asmaa EL ANBARI (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), *Généralisation de la protection sociale dans le monde: le cas du Maroc*

Cet article a pour objectif d'étudier l'avancement de la généralisation de la protection sociale au Maroc. Pour ce faire, nous avons adopté une approche exploratoire basée sur l'analyse de données documentaires sur ce sujet. L'article établit d'abord un cadrage conceptuel sur la protection sociale, ses origines et son évolution dans le monde, puis retrace l'évolution du système de sécurité sociale marocain par un survol des états des lieux depuis le Protectorat jusqu'à 2021, année marquée par une révolution sociétale visant la généralisation de la protection sociale dans le pays. Les résultats de l'analyse effectuée montrent que l'extension de la protection sociale à travers la mise en place d'un cadre légal de sécurité sociale n'est qu'une première étape de sa généralisation, la question du financement durable étant essentielle pour garantir sa pérennisation.

Mots-clés: droit à la sécurité sociale, généralisation de la protection sociale, socle de protection sociale, mécanisme de financement.

Oum Kaltoum BOUFARSI et Badr ABOUZAID (ENCG de Tanger), *Protection sociale généralisée: une étude comparative de deux ères: pré-Covid-19 et post-Covid-19*

Durant la crise sanitaire de Covid-19, le régime de couverture sociale a montré de grandes défaillances. Pour y faire face, le gouvernement marocain, sous la direction de Sa Majesté le Roi, a mobilisé toutes ses forces pour préserver la sécurité sanitaire et instaurer ainsi la généralisation de la protection sociale, un nouveau régime au profit de la population non couverte. Une décision qui nous permet de faire la comparaison entre deux situations, la première avant la pandémie de Covid-19, où la couverture sociale n'existait qu'au bénéfice des employés du secteur formel privé, public et para-public, la seconde où l'on tend à une généralisation de la protection sociale incluant les allocations familiales, les pensions de retraite et les prestations de santé. Une comparaison faite selon une approche axée sur la nouvelle politique publique poursuivie par le gouvernement marocain pour faire face à la crise sanitaire de 2020.

Mots-clés: politique publique, crise sanitaire, couverture sociale généralisée, AMO.

Abdellah ECHAOUI, Brahim NAHI et Oussama RITAHI (Université Mohammed V de Rabat), *Essai sur la relation entre les inégalités de revenu et la croissance inclusive: le cas du Maroc*

Cette étude vise à déterminer la nature des liens entre les inégalités de revenu et la croissance inclusive dans le contexte marocain. Pour ce faire, nous avons commencé par une revue de la littérature avec les études les plus récentes, puis nous avons mené une analyse empirique sur le Maroc entre 1990 et 2020, et

ce avant d'examiner le lien entre les deux variables en sous-périodes (1990 à 2006 et 2007 à 2020). Pour étudier le lien entre les variables sur la période globale, des tests de stationnarité et de cointégration ont été utilisés; le test de Johansen montre qu'il existe des preuves de la relation à long terme entre les variables. En utilisant le modèle vectoriel de correction d'erreurs (VECM), les résultats de l'analyse montrent qu'il existe une relation négative entre les inégalités de revenu et la croissance économique. Le test de Granger montre qu'il n'y a pas de causalité entre les deux variables. Dans les sous-périodes, nous avons utilisé un modèle de régression linéaire multiple pour établir le lien entre les variables.

Mots-clés: croissance inclusive, inégalités, répartition des revenus, VECM.

Siham MACHMOUME (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès), **Nezha EL HASSNAOUI** (Université Mohammed V de Rabat), **Mohammed NMILI** (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès), **Rachid ZAMMAR** (Université Mohammed V de Rabat), *Les politiques publiques face aux crises: le cas de l'enseignement au Maroc*

Quelle soit économique, financière ou sanitaire, la crise instaure généralement un climat d'incertitude marqué par l'érosion de la confiance à tous les niveaux, et un frein au développement des organisations et au bien-être des citoyens. Si nous nous référons à la crise de la Covid-19, nous observons que cette dernière a non seulement perturbé le management des organisations mais aussi réussi à propager dans nos sociétés un sentiment d'anxiété, d'angoisse et de méfiance, qui n'est guère favorable à la croissance économique et au développement social.

Néanmoins, pour de nombreux chercheurs, une crise peut aussi constituer un terreau fertile pour la créativité, la réactivité, l'adaptabilité des organisations, ouvrant ainsi la voie aux initiatives nouvelles et aux opportunités de croissance.

Dans cette optique, nous avons cherché à étudier et à vérifier si la crise de la Covid-19 peut être considérée comme une opportunité permettant d'agir sur les politiques publiques et influencer les stratégies préalablement entreprises. Dans ce sens, la politique de l'enseignement pourrait constituer un champ propice à l'étude de l'impact de ladite crise sur ce domaine considéré comme historiquement sensible. Pour ce faire, nous avons assigné trois objectifs à notre travail de recherche. Tout d'abord et grâce à un corpus théorique, nous avons tenté de mieux appréhender la gestion des crises dans les organisations et son impact sur la politique de l'enseignement, ce qui nous a autorisé à énoncer la problématique suivante: **dans quelle mesure la situation de la pandémie actuelle peut-elle contribuer à développer et à asseoir l'enseignement à distance comme un enseignement à part entière?** Ensuite, nous avons mené une étude empirique auprès d'un échantillon de 160 personnes ayant un rapport étroit avec l'enseignement (professeurs, parents d'élèves, étudiants) afin de mesurer si l'enseignement à distance est perçu comme une réelle opportunité pour le développement du savoir et des connaissances au Maroc. A cet effet, nous avons choisi une approche quantitative en menant notre enquête par questionnaire. Enfin, nous avons exposé et discuté les résultats de cette étude, et ces derniers montrent qu'incontestablement la crise de la Covid-19 peut constituer une opportunité capable de contribuer significativement à l'essor de l'enseignement à distance au Maroc.

Mots-clés: crise, Covid-19, opportunité, menace, politique d'enseignement, impact, enseignement à distance.

Brahim FATHALLAH (Université Hassan II de Casablanca), *L'entrepreneuriat social comme stratégie d'inclusion: étude du cas de l'INDH dans sa 3^e phase*

L'avènement de la pandémie de Covid-19 a poussé les autorités publiques à mettre en place des programmes publics pour promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat tels qu'Intelaka, Awrach, Forsa et le programme 3 de la troisième phase de l'INDH.

L'objectif de notre communication est d'examiner l'état d'avancement de ce programme 3 de la troisième phase de l'INDH. Nous supposons que cette initiative a contribué à contrecarrer la crise générée par la pandémie de Covid-19. La question que nous posons est la suivante: les premiers résultats dégagés de la mise en œuvre de ce programme seront-ils proportionnels aux efforts humains, financiers et techniques?

Mots-clés: politiques publiques, INDH, entrepreneuriat social, inclusion économique, inclusion sociale

Classification JEL: J68 - M13 - H79.

Ahmed HEFNAOUI, Idriss IAATAREN et Leila ZNIBER (Université Hassan II de Casablanca), *Flexibilisation du régime de change et investissements directs étrangers au Maroc*

Les taux de change et les régimes des taux de change dans une économie en constante évolution ont toujours attiré l'attention des chercheurs. Cependant, il n'y a pas eu de consensus sur l'effet des taux de change sur les investissements directs étrangers (IDE). Pour déterminer la direction et l'ampleur de l'impact d'un régime de taux de change sur les IDE, la présente communication vise à appréhender l'incidence de la volatilité des taux de change sur les IDE au Maroc, en utilisant une approche de cointégration à travers un modèle ARDL pour estimer les effets à court et à long terme sur des données annuelles couvrant la période allant du premier trimestre 1990 au quatrième trimestre 2020 et représentant 30 observations. Cette période a été choisie parce qu'elle est source d'une quantité considérable de données et qu'elle correspond à une période de réforme économique due à des changements politiques majeurs. Les réformes ont été le résultat de la crise financière et ont été caractérisées par des changements dans le régime des taux de change et par des changements dans la politique monétaire et fiscale.

La présente communication vise à examiner empiriquement l'impact de la volatilité des prix et des taux de change réels sur les IDE. Les résultats empiriques révèlent qu'à court et à long terme, la volatilité des taux de change réels est négative et hautement significative. La volatilité des prix exerce un effet positif, ce qui signifie qu'une plus grande volatilité de l'inflation peut entraîner une plus grande rentabilité marginale du capital et donc augmenter l'investissement. En outre, nous avons constaté que la taille du marché potentiel, la qualité des institutions et les infrastructures semblent être les facteurs-clés pour attirer les capitaux étrangers au Maroc.

Mots-clés: régime de change, IDE, ARDL, cointégration, Maroc.

Naima BOUZA (Université Mohammed V de Rabat), *La politique financière du Maroc face aux changements climatiques*

Le changement climatique constitue aujourd'hui un défi majeur auquel est confrontée l'humanité. Quoique difficiles à cerner, les conséquences de ce phénomène sont multiples, irréversibles et dépassent la capacité de réponse des écosystèmes et des humains, qui risquent d'être altérés ou définitivement détruits.

Le Maroc, à l'instar de nombreux pays en développement, est fortement atteint par ce phénomène et recense d'ores et déjà maints effets au niveau national.

L'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, CCNUCC, en 1992 constitue la base pour définir les moyens de stimuler un développement durable au niveau mondial.

A l'issue de cette Convention et du Protocole de Kyoto, différentes initiatives et actions ont été mises en place. Ces efforts demeurent néanmoins modestes par rapport à la marge de manœuvre restante.

Le Maroc, pays faiblement émetteur mais vulnérable face aux effets néfastes du changement climatique, a pris très tôt ses responsabilités en dessinant progressivement les contours de sa propre vision, tout en se conformant aux mesures entreprises au niveau global. A cet effet, le Maroc s'aligne parfaitement sur les obligations prévues par le cadre international sur le changement climatique.

Il a lancé plusieurs stratégies sectorielles volontaristes d'envergure intégrant la dimension environnementale, notamment celle du changement climatique, dans des domaines-clés de l'économie nationale (énergie, transport, agriculture, tourisme, bâtiment, pêche, eau, déchets, forêts...). Cet engagement marque le début d'une mutation vers une nouvelle politique climatique en cohérence avec l'évolution socio-économique du pays.

Notre pays a été l'un des premiers pays à mettre en place une Autorité nationale désignée (AND) pour les mécanismes de développement propre, dans le cadre du protocole de Kyoto.

Il a également soutenu l'Accord de Copenhague en notifiant au secrétariat de la CCNUCC (1) (en janvier 2010), une liste de mesures d'atténuation appropriées au niveau national, NAMAS (2), qu'il compte mettre en œuvre pour atténuer ses émissions de gaz à effet de serre, GES. Néanmoins, la mise en œuvre des différentes mesures et projets planifiés dans ce cadre demeure confrontée à l'insuffisance des ressources financières nationales. L'appui de la coopération internationale et la mobilisation des ressources additionnelles sont cruciales pour la mise en place de la politique du changement climatique au Maroc.

Abdelhamid MOUSTACHIR et Hicham OUAKIL (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), *Unconventional Moroccan monetary policy during Covid-19*

Despite the fact that the current Covid-19 pandemic was neither the first nor the last illness to threaten a Moroccan economy, in our research, we employ a hybrid model that links a financial dynamic stochastic general equilibrium (DSGE) model to a standard epidemiology model. to explore the possibility of unconventional monetary policy to remedy the effects of Covid-19. and only lately have studies included epidemiology in macroeconomic theory. We demonstrate that no unconventional monetary policy can totally erase the negative consequences of an epidemic crisis, save perhaps an exogenous increase in the shares of claims coming from the Central Bank ("pandemic loans").

Key-words: Monetary policy - Financial DSGE - SIR model.

JEL Classification: E1; E5; E6; H5; I1.

Hicham OUAKIL et El Fadlaoui EL FADEL (Université Ibn Tofaïl de Kénitra), *Distributional role of Central banks in a world of overlapping crises: Rethinking Monetary policy to factor in social goals*

Recently, monetary policy has been exposed to some shifts and reshaping in the way it is deployed to fight the consequences of the financial crisis and the pandemic. The so-called unconventional monetary policy ringed the alarm of a potential "monetary footprint". Several studies tried to decipher the distributional

(1) CCNUCC: Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

(2) NAMAS: Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National.

consequences of monetary policy, conventional-unconventional, on inequality. In the wake of the financial crisis, this kind of link may have seemed a nonstarter at first glance. But today, it is widely held that central banks interventions may have caused inequality alongside the standard factors. In this paper we show supportive evidence using SVAR model, that monetary policy may be responsible for the rampant inequality in the 21 century at least partially.

Keywords: Monetary policy, inequality, distribution and central banks.

Moulay Driss SAIKAK (Université Mohammed V de Rabat), *Transparence de Bank Al-Maghrib et performance macroéconomique*

On parle de transparence de la banque centrale dans la mesure où elle divulgue toute l'information nécessaire pour les agents économiques dans la formulation de leurs anticipations. La transparence de la politique monétaire est définie comme la mesure avec laquelle les banques centrales divulguent des informations liées au processus d'élaboration des politiques. Elle est considérée comme un concept multiforme qui pourrait concerner n'importe quel aspect de l'élaboration de la politique monétaire. L'objectif de cet article est double. Il vise l'évaluation du degré de transparence de la banque centrale marocaine – Bank Al-Maghrib – par le biais de l'indice d'Eijffinger et Geraats (2006) et l'impact de la transparence sur la performance macroéconomique marocaine.

Mots-clés: Transparence de la banque centrale, performance macroéconomique.

Classification JEL: E58, E61.

Saïd AIT FARAJI (Institut national de statistique et d'économie appliquée), **Rachid EL MATAOUI** (Université Mohammed V de Rabat), *Impacts socioéconomiques du renchérissement international du blé au Maroc: quelles réformes budgétaires en guise de riposte optimale?*

Les prix mondiaux des produits alimentaires, dont le blé, ont enregistré des niveaux très élevés. Le Maroc, importateur de blé, est impacté par l'envolée de son prix. L'adoption de politiques publiques de riposte et d'accompagnement s'avère nécessaire. Ce travail de recherche essaie de déterminer les impacts du renchérissement du prix du blé sur le plan économique et social. Il propose ensuite quelques mesures de riposte pour l'atténuation de l'ampleur des répercussions des effets de cette crise à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable. Les résultats de l'évaluation de cet impact montrent, d'une part, qu'en l'absence de mesures ou d'interventions publiques il y aura une contraction de la demande (dont la consommation des ménages, toutes catégories confondues) et, par conséquent, de l'activité locale (production, emploi et PIB réel), engendrant un chômage supplémentaire. D'autre part, que la mesure adéquate pour l'atténuation de l'ampleur des répercussions de ces crises, tant sur le pouvoir d'achat des ménages que sur les caisses de l'État, est celle de l'uniformisation du taux des autres impôts sur la production à 10 %, ce qui favoriserait également la croissance (avec la plus forte hausse du PIB réel) et la création d'emplois.

Mots-clés: renchérissement du prix du blé, évaluation de l'impact, mesures de riposte, politique publique d'accompagnement.

Elhadj EZZAHID et Zakaria BOUHAMED (Université Mohammed V de Rabat), *Estimation et analyse du coût de production de l'électricité des centrales électriques au Maroc*

Cette étude analyse le coût nivelé d'électricité produite (LCOE) par certaines centrales électriques à partir des coûts d'investissement (y compris les coûts de financement), des coûts d'exploitation et de maintenance, des coûts des carburants et des coûts de production. Il ressort que les LCOE des centrales varient de moins chers aux plus chers de la manière suivante: les centrales thermiques au charbon (0,24-0,02 Dh/kWh), les parcs éoliens (0,34-0,09 Dh/kWh), les centrales thermiques au gaz (0,55-0,05 Dh/kWh), les centrales hydrauliques (0,61-0,18 Dh/kWh), les centrales solaires (1,25-0,2 Dh/kWh) et enfin les centrales thermiques au fioul (3,34-0,79 Dh/kWh). De plus, les facteurs qui affectent plus les LCOE des centrales conventionnelles sont les coûts du combustible et ceux de l'exploitation et de la maintenance. Alors pour les centrales d'énergies renouvelables, on trouve que les coûts d'investissement et les coûts de production affectent plus leurs LCOE.

Mots-clés: coût moyen de l'électricité, approche déterministe, centrale électrique, ressources non renouvelables, ressources renouvelables, Maroc.

Classification JEL: Q3, C02.

Mohamed DRAR et Mbarek AOUFIR (Université Hassan II de Casablanca), *Les prix à la pompe au Maroc et prix du pétrole: une analyse de la transmission*

L'observation des niveaux des prix à la pompe au Maroc et du prix du pétrole suscite beaucoup d'interrogations aussi bien chez le public que chez les économistes qui remarquent un certain déphasage entre le niveau du prix du pétrole brut et celui des prix à la pompe. Ce phénomène connu dans la littérature sous l'expression « *Rockets and feathers* » exprime une certaine asymétrie entre ces deux prix, selon laquelle les prix à la pompe réagissent rapidement à l'augmentation du prix du brut mais ne répondent que lentement à la baisse de ce dernier. L'objectif de ce papier est de tester cette hypothèse d'asymétrie dans le cas du Maroc en recourant à une modélisation de type NARDL (non linear autoregressive distributed lags) pour des données hebdomadaires s'étalant sur la période post-libéralisation (après décembre 2015). Les résultats confirment la présence d'une certaine asymétrie à court terme mais aussi à long terme entre l'augmentation du prix du gasoil raffiné à l'importation et celui du prix au détail.

Mots-clés: transmission, asymétrie, NARDL, prix à la pompe, Maroc.

Classification JEL: L11; L51.

Yassine ABDELLAOUI (Laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale), *Inflation, pouvoir d'achat et emploi: analyse théorique et application empirique au marché du travail marocain*

L'approche appliquée pour analyser la question des facteurs économiques qui influencent le niveau du marché du travail au Maroc s'appuie sur le modèle ARDL. Le premier facteur examiné est la croissance, il s'agit de voir son effet sur le chômage. Pour la période que nous avons fixée, la croissance a un effet négatif sur le chômage à long terme, ce qui valide la logique d'Okun qui a montré qu'une augmentation de 3 % de la croissance réduit le chômage de 1 %. Le résultat obtenu suite à l'application relative au cas marocain sur le long terme indique qu'une augmentation de 1 % de la croissance réduit le chômage de 1,69 %. Cependant, à

court terme, la croissance a deux effets contradictoires sur le chômage : un effet négatif qui valide la logique d'Okun et un effet positif qui rejette cette logique. Le deuxième facteur évoqué est l'inflation en relation avec les fluctuations du chômage au Maroc.

Mots-clés : chômage, croissance, inflation, loi d'Okun, marché du travail, modèle ARDL.

Oumaima ER-REYYAHY, Hajar FANCHY et Yasser Y. TAMSAMANI (Université Hassan II de Casablanca),
Géographie de l'investissement public au Maroc

L'objectif principal de cet article est d'établir une cartographie de l'investissement public au Maroc et d'identifier les faits stylisés relatifs à sa distribution spatiale et par département ministériel, sur la base d'un travail fouillé et inédit des données couvrant la période 2012-2021. Il en ressort que l'investissement public en niveau et par tête est concentré dans les deux plus grandes régions du Royaume, sauf qu'en dynamique ce sont les trois régions les moins loties qui enregistrent les taux de croissance les plus élevés débouchant à terme, si une telle dynamique serait maintenue, sur une convergence interrégionale des taux d'investissement public. Cette concentration se double par une domination des fonds alloués à l'investissement au profit de deux départements : l'Équipement et le Transport, d'une part, et l'Agriculture, d'autre part.

La dernière partie qui conclut l'article pose les jalons du débat sur l'approche la plus appropriée pour le ciblage territorial des investissements publics. Et au lieu de mettre dos à dos les deux logiques, centralisée (top-down) et décentralisée (bottom-up), les auteurs plaident pour une démarche qui les réconcilie dans un mode de gouvernance multiniveaux.

Mots-clés : géographie économique, investissement public, convergence spatiale, concentration spatiale, analyse par département ministériel, région, Maroc.

Asmae BELADEL, Ahmed KCHIKCHE (Université Mohammed V de Rabat), *Chômage et instabilité financière au Maroc : quelle relation ?*

Notre étude examine la relation asymétrique entre l'instabilité financière et le chômage à court et à long terme au Maroc entre 2001 à 2020 en utilisant un modèle NARDL. Nos résultats montrent que la baisse de l'instabilité financière réduit le chômage à court terme alors qu'il n'a aucun impact à long terme. D'autre part, l'augmentation de l'instabilité financière ne permet de réduire le chômage qu'à long terme sans avoir un impact sur le chômage à court terme. Sur la base de ces résultats, une réglementation macro-prudentielle efficace peut jouer un rôle important dans la promotion de l'emploi de court terme en réduisant l'instabilité des compartiments du système financier marocain. À long terme, la promotion de l'emploi nécessite davantage de développement du système financier marocain, à travers l'encouragement des mécanismes innovants du financement de l'investissement privé.

Mots-clés : instabilité financière, chômage, NARDL, Maroc.

Classification JEL : B23, J64, G29.

Assemblée générale ordinaire

RAPPORT D'ACTIVITÉ (2021-2022)

Synthèse

L'Association marocaine de sciences économiques a tenu son 14^e congrès le vendredi 22 octobre 2021 à l'ENSAM de Rabat. Au cours du congrès, l'assemblée générale a procédé à l'élection de l'actuel conseil d'administration pour le mandat 2021-2025.

Le 5 janvier 2022 à l'ENSAM de Rabat a eu lieu la première réunion du conseil d'administration qui avait pour ordre du jour l'élection du président, du vice-président, du trésorier et des 4 assesseurs qui composent le comité directeur.

Le travail effectif de l'actuel conseil d'administration a commencé avec la première réunion du comité directeur le 1^{er} mars 2022 à la FSJES-Souissi.

Comité directeur

Le comité directeur se réunit une fois par mois. Cinq réunions ont eu lieu :

- le 1^{er} mars 2022 ;
- le 3 mai 2022 ;
- le 5 juillet 2022 ;
- le 13 septembre 2022 ;
- le 1^{er} novembre 2022.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit tous les trois mois. Quatre réunions ont eu lieu :

- le 5 janvier 2022 (élection du comité directeur) ;
- le 4 avril 2022 ;
- le 6 juin 2022 ;
- le 4 octobre 2022.

Animation scientifique

Conférences

- Najib AKESBI, Hicham ATTOUCH, « La loi de finances 2022 : lecture critique à la lumière des nouvelles contraintes », le 21 mars 2022 à la FSJES-Souissi. Modérateur : Radouane RAOUF (président de l'AMSE, Université Mohammed V de Rabat).
- Patrick ARTUS, « Nouvel équilibre économique : inflation et politique monétaire », 23 mai 2022 (visioconférence). Modérateur : Fadoua EL MESLOUHI (Université Mohammed V de Rabat).

Caféco

- N° 64 | Fairouz NAJI, Salwa HANIF, « La crise de la Covid-19 au Maroc : réflexions, analyses, perspectives », sous la direction, L'Harmattan, le 31 mars 2022 à la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation et de formation (discutant : Mohammed MZAIZ (ENCGJ), modérateur : Mariem LIOUAEDDINE (FEG-K)).

- N° 65 | Omar BAKKOU, «La convertibilité du dirham en question: manifeste pour la transition d'une convertibilité désordonnée à une convertibilité ordonnée» (discutant: NAJAB Amal (Université Mohammed V de Rabat), modérateur: Radouane RAOUF), le 26 mai 2022 à la FSJES-Souissi.
- N° 66 | Mohamed HAKAT, «عقريّة الاحتيال على النزاهة: رؤية مستقبلية لبناء منظومة فعالة لتدبير المخاطر» (discutant: Yahya EL YAHYAUI, modérateur: Fadoua EL MESLOUHI), 21 juin 2022 à la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation-formation.
- N° 67 | Anass MAHFOUDI, «Politique industrielle et démographie des entreprises au Maroc: le cas des industries de transformation» (discutant: Khadija EL ISSAOUI, modérateur: Adil EL HOUMAI), le 27 octobre 2022 à la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation-formation.

Congrès

- Quinzième congrès | Rabat, 25 novembre 2022 à la FSJES-Souissi. Colloque thématique «Les politiques publiques face aux crises».

Rapport Questions d'économie marocaine

- Parution du rapport *Questions d'économie marocaine 2021-2022*, «L'économie marocaine à l'épreuve du Covid-19» avec le soutien de l'Institut Groupe CDG.
- Cérémonie de présentation du rapport *QEM 2021-2022*, en partenariat avec l'Institut Groupe CDG, le 15 novembre à partir de 15h00 à la CDG (CDG Capital, place Moulay Al Hassan, salle Mamounia, Rabat).
- L'appel à contribution pour le rapport *QEM 2022-2023* sera lancé en décembre 2022.

Prix AMSE de thèse (2019-2020)

La réunion du jury de prix de thèse «le prix AMSE» s'est tenue le jeudi 28 juillet 2022 à 18h30 à distance. Les membres de jury ont décidé à l'unanimité de ne pas attribuer le Prix AMSE pour cette saison.

Jury: N. EL AOUI (Académie Hassan II des Sciences et Techniques); N. MOUMNI (Université de Picardie); T. MOUNSIF (Université Mohammed V de Rabat); R. RAOUF (Université Mohammed V de Rabat); R. TAOUIL (Université de Grenoble).

L'appel à candidature pour le prix AMSE de thèse 2021-2022 sera lancé en décembre 2022.

La charte d'éthique de l'AMSE

La charte d'éthique a été adoptée par le conseil d'administration lors de la réunion du mardi 4 octobre 2022. Il reste à désigner 7 membres pour la commission de la charte d'éthique et son président.

Le comité d'éthique scientifique est une instance de l'AMSE ayant pour but de promouvoir, autant que faire se peut, au sein de la communauté des économistes une démarche de veille éthique de nature strictement scientifique.

PRESSES ÉCONOMIQUES DU MAROC



Statut juridique

Presses économiques du Maroc est une structure éditoriale scientifique et à but non lucratif. Créée en 2009, sous le nom de Presses universitaires du Maroc (PUM) par l'Association marocaine de sciences économiques dont elle dépend sur le plan légal, elle prend en 2014 le nom de **Presses économiques du Maroc (PEM)**.

Domiciliation

Faculté des sciences économiques, juridiques et sociales, boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat.

Objectifs

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie scientifique d'édition, de publication et de diffusion du livre en sciences économiques.
- Éditer des publications (ouvrages, revues, etc.) à « comité de lecture » dans le domaine de l'économie, de la gestion et du management.
- Offrir aux travaux académiques un cadre éditorial et de publication approprié correspondant aux normes scientifiques en vigueur au niveau international.
- Contribuer à la production du savoir économique et à la diffusion des résultats de la recherche universitaire au sein de la communauté des chercheurs, des enseignants et des étudiants.
- Favoriser la publication d'ouvrages de méthodologie, de vulgarisation de travaux scientifiques et d'essais destinés à un public large.

Collections

- Thèses
- Recherches
- Manuels
- Guides méthodologiques
- Digests
- Essais

Comité éditorial

A définir lors de la prochaine réunion du conseil d'administration (décembre 2022).

Comité de gestion

A définir lors de la prochaine réunion du conseil d'administration (décembre 2022).

PUBLICATIONS

Questions d'économie marocaine 2021-2022, L'Économie marocaine à l'épreuve du Covid-19, Rabat, PEM, 2022.

Hicham GOURMHAR, *Capital humain et croissance économique dans les pays en développement: une analyse empirique en données de panel*, Rabat, PEM, 2022 (Prix de thèse 2017-2018).

Anass MAHFOUDI, *Politique industrielle et démographie des entreprises au Maroc: le cas des industries de transformation*, Rabat, PEM, 2019 (Prix de thèse 2015-2016).

Aziz RAGBI, *Ciblage de l'inflation et flexibilisation du régime des changes au Maroc*, Rabat, PEM, 2018 (Prix de thèse 2013-2014).

Questions d'économie marocaine 2015-2016, Rabat, PEM, 2018.

Questions d'économie marocaine 2014, Rabat, PEM, 2016.

Safae AISSAOUI, *Connaissance et innovation. Pour un partenariat science-industrie*, Rabat, PEM, 2015.

Rajae MEJJATI ALAMI, *Le Secteur informel au Maroc*, PEM, 2014, coll. Essais.

Questions d'économie marocaine 2013, Rabat, PEM, 2014.

Questions d'économie marocaine 2012, Rabat, PUM, 2013.

Questions d'économie marocaine 2011, Rabat, PUM, 2012.

Kamal ABDELHAK, *Concentration urbaine et industrialisation*, Rabat, PUM, 2012.

Khadija ASKOUR, *Les Réseaux de coopération au Maroc*, Rabat, PUM, 2011.



ASSOCIATION MAROCAINE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

FICHE D'ADHÉSION

Adhérent

- Nom et prénom:
- Titres et fonctions:
- Adresse:
- Téléphone:
- Fax:
- E-mail:
- Année d'adhésion

Les adhésions sont valables pour une année civile, quelle que soit la date à laquelle elles ont été réglées.

Montant de l'adhésion

- Personne physique: 200 Dh
- Institution: 1 000 Dh
- Doctorant: 100 Dh

Les étudiants doivent obligatoirement joindre la photocopie de leur carte d'étudiant.

La demande d'adhésion doit être adressée à:

Association marocaine de sciences économiques, Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

E-mail: amse@menara.ma

L'adhérent reçoit un reçu de son paiement.

ASSOCIATION MAROCAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES

FICHE D'INFORMATION

Nom :
Prénom :
Date et lieu de naissance :
Titre ou fonction :
Institution :
Adresse professionnelle :
.....
Adresse personnelle :
.....
Téléphone :
E-mail :
Diplôme le plus élevé :
Spécialité(s) :
Titre de la thèse (préciser l'institution) :
.....
Date de soutenance :
Directeur de thèse :
Thèmes de recherche :
.....
.....
Publications académiques (à partir de la plus récente, se limiter à 5 références) :
.....
.....
.....
.....
Rapports et études (à partir du plus récent, se limiter à 5 références) :
.....
.....
.....
.....

Fiche à adresser à :

Association marocaine de sciences économiques, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales,
Boulevard des Nations Unies, BP 721, Rabat, Maroc

E-mail : amse@menara.ma

Site web : www.amse.com

